

LIENS N°11

Le trimestriel du CERLIS
HIVER 2024

| Nouveaux
membres

ÉDITORIAL

On fait parfois mine de s'interroger « naïvement » sur l'utilité des sciences sociales, ou encore on remet en cause bien facilement leur scientificité, parfois dans un même élan qui trahit une profonde méconnaissance de nos disciplines et de nos travaux. C'est que les sciences sociales ont pour elles cette double ambition : travailler scientifiquement à la mise en question des phénomènes sociaux qui constituent le *taken for granted* de nos vies. Une preuve éclatante en est encore une fois apportée par nos collègues nouvellement arrivés au laboratoire.

Qu'il s'agisse de Maël Ginsburger pour qui « *une transition écologique efficace et juste nécessite de comprendre toute l'importance que la consommation ordinaire occupe dans l'organisation de l'ensemble de la vie sociale* », d'Aurélié Gonnet qui interroge le « *sens du travail* » et déploie une « *sociologie de la précarité attentive aux expériences vécues et aux formes variées mais intrinsèquement liées de précarité* », de Solenne Jouanneau qui se définit comme « *sociologue du genre travaillant sur des groupes professionnels associés à la (re)production et à la légitimation de l'ordre du genre au particulier au sein de la sphère familiale* », de Marianne Thivend qui interroge « *les liens qui se tissent entre les classes populaires et les scolarisations prolongées dans le professionnel* » en posant notamment la question : « *à quoi aspirent les filles, entre le désir d'émancipation par le travail et la norme du maintien au foyer ?* », ou pour finir d'Olivier Vanhée qui consacre ses « *nouvelles recherches sur les pratiques culturelles enfantines et les socialisations familiales, en mettant davantage en lumière leurs effets sur la scène scolaire, afin de mieux comprendre la construction précoce des inégalités sociales face aux apprentissages, et l'incorporation de manières d'être et d'agir souvent naturalisées sous la forme de traits de caractère* ». Toutes et tous incarnent cette double ambition au cœur des sciences sociales.

Je vous laisse découvrir leurs portraits plus détaillés dans ce numéro 11 de *Liens* et profitez de cet *Édito* pour leur souhaiter la bienvenue, me réjouissant d'avance des échanges avec ces collègues qui donnent tout son sens à l'adage bien connu d'Émile Durkheim selon lequel « *la sociologie ne vaudrait pas une heure de peine si elle n'avait pas d'utilité pratique* ».

Romain Pudal, Directeur du Cerlis

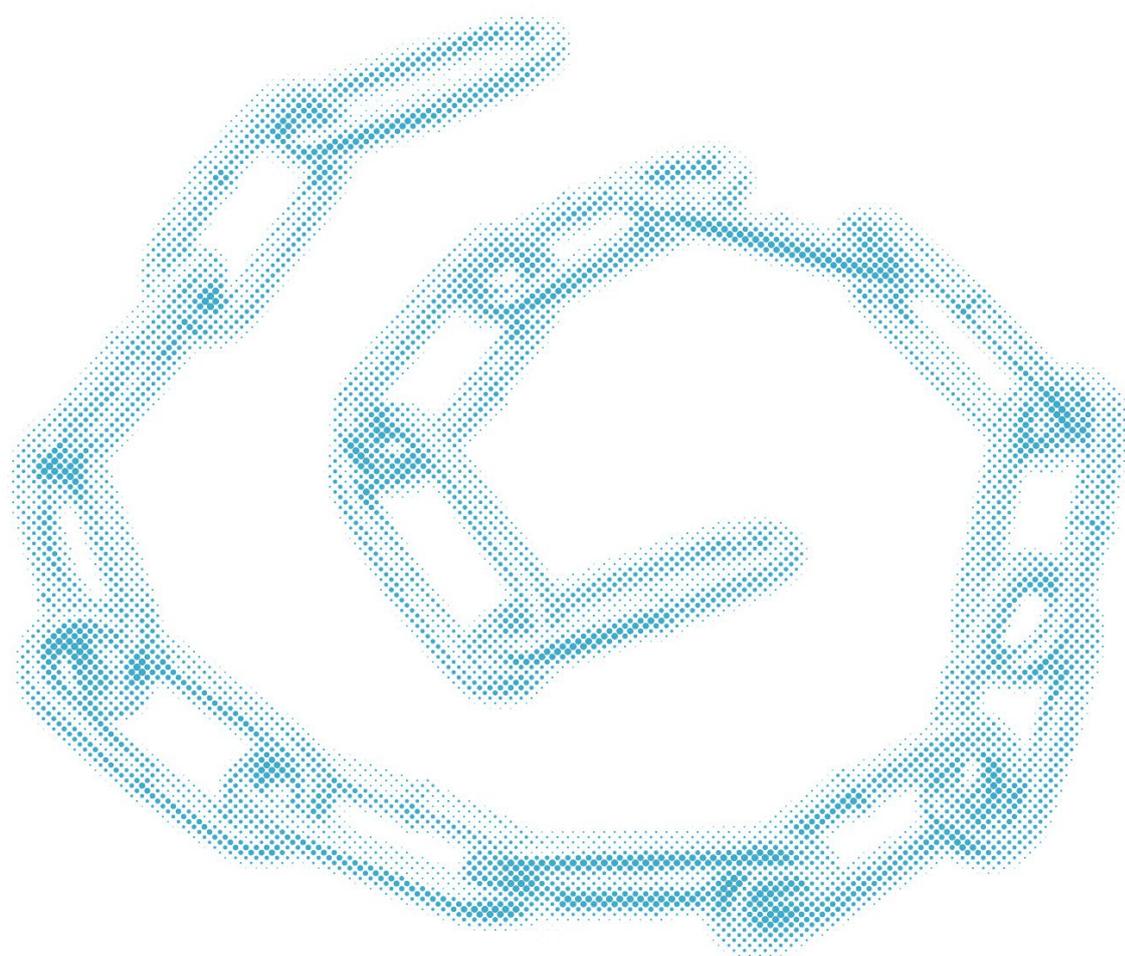
Liens N°11 | Hiver 2024

Directeur de publication : Romain Pudal

Coordination éditoriale : Séverine Dessajan et Olivier Beraud Martin

Conception graphique : Julien Milliard – Lagouache

Présentation des nouveaux membres





Maël GINSBURGER

« Sociologue de la consommation, de l'environnement et des classes sociales, j'analyse les métamorphoses contemporaines des inégalités sociales, dans un contexte de multiplication des injonctions à la transition écologique des modes de vie. »

J'ai commencé ma recherche doctorale avec une double ambition. D'abord, je voulais documenter, dans le cas français et de manière quantitative, les déterminants sociaux – notamment en termes de classes sociales, mais aussi de genre ou de localisation géographique – des pratiques de consommation écologiques. Ensuite, je souhaitais essayer de montrer que les discours autour de l'écoresponsabilité seraient, entre autres, un moyen de légitimer des consommations propres à certaines catégories dominantes ou en cours de mobilité sociale. La rencontre de ces deux questionnements m'a naturellement orienté vers une approche théorique et empirique héritière des travaux de Pierre Bourdieu, et à laquelle j'avais été largement formée durant mes études.

Mais le flou qui entoure la définition des pratiques « écologiques » ou « écoresponsables » m'a très vite conduit à élargir considérablement mes interrogations : le décalage entre la perception des pratiques associées à l'écologie (comme le tri ou la consommation de bio) et l'impact concret de certains comportements (liés à la viande, ou aux déplacements de longue distance) met en évidence le travail mis en œuvre par certains acteurs pour réétiqueter des pratiques de consommation ordinaire, au cœur du développement de la société de consommation de masse au XXe siècle, comme écologiques ou non. J'ai alors eu pour ambition – et c'est encore le cas dans la recherche que je mène aujourd'hui – de mieux comprendre ces pratiques de consommation ordinaires – leur histoire récente, les significations plurielles qu'elles revêtent pour les

individus et l'importance qu'elles occupent dans la délimitation des frontières entre classes sociales. L'écologie n'apparaît alors plus que comme la face émergée de l'iceberg de la consommation ordinaire : je suis convaincu qu'une transition écologique efficace et juste nécessite de comprendre toute l'importance que la consommation ordinaire occupe dans l'organisation de l'ensemble de la vie sociale.

Je m'appuie le plus souvent sur des méthodes quantitatives, en ce qu'elles permettent de porter un propos historique sur la France entière et sur une grande variété de pratiques. Mon affinité avec l'analyse configurationnelle – prêtant une attention forte à la multidimensionnalité des contextes sociaux et résidentiels et se prêtant aisément à l'analyse des styles de vie – m'amène naturellement à travailler avec des matériaux qualitatifs, dans une démarche le plus souvent collective que j'affectionne beaucoup. Et puis le travail collectif permet parfois de partager des moments autour de bons repas et de bons desserts, que j'adore préparer, ou de faire des jeux de société durant les pauses !

Contact: mael.ginsburger@u-paris.fr



Aurélie Gonnet

« Si je ne l'ai pas toujours formulée ainsi, une question m'a animée très tôt dans mon parcours, celle du sens du travail – en termes de signification comme de direction – et de ses variations dans le temps et dans l'espace social. En bref, pourquoi travaille-t-on ? Ou comment en vient-on à "choisir" le travail que l'on occupe et à l'investir de telle ou telle manière ? »

Nourrie par des expériences familiales composant toute une palette de rapports au travail (entre intermittence du spectacle, secrétariat, armée, agriculture et inactivité), cette interrogation a trouvé un écho particulièrement favorable au sein de la sociologie, discipline centrale de mon cursus de formation, malgré des incursions en économie et en science politique.

Dans cette perspective, j'ai d'abord déployé une analyse de la construction sociale des parcours, ancrée dans l'analyse de situations de vulnérabilité voire de rupture professionnelle constituées en problèmes publics par l'existence même de dispositifs d'action publique sensés y remédier. C'est ainsi qu'après un mémoire de Master portant sur des dispositifs d'évaluation de projets professionnels d'artistes au RSA, j'ai consacré quelques années de thèse à la prise en charge de reconversions professionnelles dans le cadre de bilans de compétences. Ces travaux m'ont permis de montrer que l'analyse fine de l'accompagnement des mobilités est une clé de compréhension en fait de l'inertie socio-professionnelle, notamment des peu qualifiés.

L'entrée par des dispositifs d'accompagnement m'a également amenée à développer une sociologie du travail – notamment celui des conseiller-ères d'orientation/insertion/emploi – attentive à saisir les pratiques et rapports au travail à l'aune de son organisation. Chargés de « sécuriser » les parcours de travailleuses en difficulté au travail ou face à l'emploi, ces conseiller-ères s'avèrent elleux-

mêmes insécurisés voire précarisés, ce qui entrave la possibilité d'un accompagnement de qualité et alimente une perte de sens au travail.

La participation à plusieurs enquêtes collectives sur le chômage (Projet AUPE – Autonomie des demandeurs d'emploi, Projet H2020 sur la digitalisation des services publics de l'emploi en Europe, Projet INDIGMA – (In)dignity from the margins of employment), m'a également permis de contribuer à une sociologie de la précarité attentive aux expériences vécues et aux formes variées mais intrinsèquement liées de précarité (professionnelle, économique, alimentaire, familiale, ou encore en termes de santé, de logement, de mobilité et de sociabilité).

En parallèle de ces travaux, j'ai composé un projet de recherche autour des frontières du travail au prisme de l'alimentation qui entend saisir le travail et l'emploi... par le menu, et que je souhaiterais déployer dans les années à venir. Nourri d'intérêts personnels et d'expériences professionnelles (notamment de socialisation professionnelle à la cantine, au café, dans les pots de soutenance et de laboratoire, etc.), ce projet résonne également avec mon goût pour les sociabilités collectives, des plus quotidiennes et pragmatiques aux plus académiques.

Contact : aurelie.gonnet@u-paris.fr



SOLENNE JOUANNEAU

« Depuis presque 20 ans, je travaille sur la tentation de l'État de réguler les comportements privés et la manière dont cette intrusion déplace la frontière censée séparer "espace public" et "sphère privée". »

Qu'elle ait porté sur les pratiques religieuses ou les pratiques conjugales et parentales, ma réflexion s'est nourrie des travaux féministes sur le modèle sexué des « sphères séparées » et la manière dont celui-ci sert de support à la domination et à la marginalisation politique. Ce qui a varié au fil des années c'est la place prise par la problématique du genre dans mes travaux. A partir du DEA, j'ai travaillé sur le fait islamique hexagonal et les conditions de réinvention de l'imamat. Menée de 2004 à 2013, mon enquête portait sur les carrières d'imams salariés et bénévoles, les conditions d'exercice et d'expression de leur magistère religieux, ainsi que les tentatives de régulation de leur autorité par l'État laïque français.

Dans cette recherche, qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage, *Les imams en France. Une autorité sous contrôle* (Agone, 2013), la réflexion sur le genre a émergé de la situation d'enquête. En effet, ayant mené une part importante de mes observations dans les mosquées dans les activités et les espaces réservés aux femmes, j'ai travaillé sur la dimension genrée des prescriptions religieuses, ainsi que sur la place des rapports sociaux de sexe dans la relation d'autorité unissant les imams à leurs fidèles.

En 2014, quelques années après mon recrutement à Science Po Strasbourg, j'ai opéré une reconversion thématique en rejoignant une enquête collective initiée par des collègues de la fac de droit, rencontrées par l'intermédiaire des réseaux féministes. Cette enquête a ouvert un nouveau cycle de recherche de dix ans. Dix années durant lesquelles je me suis intéressée à

la juridicication et à la judiciarisation des violences masculines dans le couple. J'ai en particulier étudié la manière dont justice pénale et justice civile se sont progressivement vu confier une mission de protection des femmes victimes. Cette enquête m'a conduit à publier un second ouvrage, *Les femmes et les enfants d'abord ? Enquête sur l'ordonnance de protection* (CNRS Editions, 2024).

Cette trajectoire intellectuelle a fait de moi une sociologue du genre travaillant sur des groupes professionnels associés à la (re)production et à la légitimation de l'ordre du genre au particulier au sein de la sphère familiale. Je suis donc absolument ravie d'avoir rejoint le CERLIS à la rentrée 2024 suite à mon recrutement en tant que professeure des universités à Paris Cité. Dans la continuité des réflexions féministes sur le travail gratuit des femmes, j'aimerais y développer une recherche sur le travail d'autoprotection que les femmes réalisent contre la violence des hommes. Mon hypothèse est que ce travail, gratuit et invisibilisé, est nécessaire à la mise en œuvre et à l'efficacité des politiques actuelles de lutte contre les violences de genre.

Contact : solenne.jouanneau@u-paris.fr



Marianne THIVEND

« Ce que l'école a fait aux femmes, c'est un peu le fil rouge de mes recherches. Historienne de l'éducation, des femmes et du genre, j'ai participé à la construction d'une histoire mixte, genrée, des formations au travail aux XIX^e et XX^e siècles. Aujourd'hui, je rouvre le dossier de la démocratisation scolaire du second XX^e, pour l'examiner à partir des expériences et de la subjectivité des filles scolarisées dans la filière professionnelle. »

Après une thèse consacrée à la construction de l'école républicaine en contexte urbain aux débuts de la Troisième République, je me suis intéressée à la fabrique scolaire genrée des marchés du travail via l'étude des formations techniques pour les filles. Le terrain était encore, au début des années 2000, peu investi par une historiographie construite à partir de la figure masculine implicite de l'ouvrier qualifié. Les formations commerciales, souvent mixtes, ont été prises à témoin pour identifier les avancées des filles comme les freins à l'égalité, du CAP aux écoles supérieures de commerce.

J'ai ensuite placé la focale sur la comptabilité lors de la seconde moitié du XIX^e siècle, à un moment où les métiers du chiffre et des comptes n'étaient alors pas encore nettement genrés. Les efforts de pionnières – notamment les deux enseignantes Élise Luquin et Marguerite Malmanche – pour arrimer la formation au marché du travail ont été retracés, et soulignés leurs objectifs ambivalents, entre le développement de l'agentivité économique et sociale des femmes et l'assignation à des positions professionnelles subalternes. Ce travail forme le manuscrit inédit de mon HDR soutenue en 2021 et publiée aux PUL (Presses Universitaires de Lyon) en 2024.

Aujourd'hui, mon attention porte principalement sur le moment où le rapport à la formation professionnelle

est bouleversé par la seconde démocratisation scolaire des années 1950-1970. Les liens qui se tissent entre les classes populaires et les scolarisations prolongées dans le professionnel sont peu étudiés, et l'étude des « *demandes sociales* » d'école reste encore aveugle au genre : à quoi aspirent les filles, entre le désir d'émancipation par le travail et la norme du maintien au foyer ? D'un point de vue méthodologique, j'essaie de me placer à hauteur d'élèves, d'apprenties et de jeunes travailleuses. Pour cela, j'explore des égo-documents (autobiographies, journaux intimes), qui éclairent les positions des jeunes et de leurs familles face à la norme qui s'impose de prolonger des études, face à l'orientation dans la filière professionnelle et au choix de métier, et renseignent aussi sur les expériences scolaires et le sens donné à la formation et au travail par les jeunes eux-mêmes.

En lien avec ces recherches, et les enseignements qui y sont liés, je m'investis dans le partage des savoirs hors des murs de l'université. Je mène actuellement un projet « *Matrimoine* » avec la ville de Lyon, pour concevoir des outils aptes à promouvoir une histoire mixte de la ville auprès de ses habitant-es.

En 2024, j'ai quitté l'université Lumière Lyon 2 et son département d'histoire pour rejoindre les sciences de l'éducation à l'Université Paris Cité.

Contact: marianne.thivend@u-paris.fr



OLIVIER VANHÉE

« Mes recherches portent sur les mécanismes et les effets de l'incorporation de compétences et de préférences culturelles, et sur les logiques différenciées de l'appropriation des biens symboliques. »

Au cours de ma formation en histoire et en sociologie, je me suis d'abord intéressé à la circulation et aux usages des imprimés, en travaillant sur deux objets distincts : des libelles satiriques publiés à la fin du XVII^e siècle, et les débats internes d'une tendance du syndicalisme enseignant. J'ai ainsi pris goût à la consultation des archives, notamment les imprimés éphémères et les périodiques, et je me suis familiarisé avec les outils de l'histoire du livre et de la lecture. La traduction d'un ouvrage de l'historien Lawrence Levine a aussi contribué à ma formation, en m'initiant à une perspective historique de plus longue durée.

J'ai approfondi cette perspective scientifique lors de ma formation au Centre Max Weber, en intégrant les outils des sociologies de la culture et de la socialisation. Dirigée par Bernard Lahire, ma recherche doctorale a porté sur la formation et la transformation des habitudes de lecture des amateurs de manga en France, et combine une étude historique de l'univers culturel des bandes dessinées japonaises et une analyse des biographies culturelles d'un lectorat adulte. Cet ancrage générationnel m'a permis d'analyser l'usage des outils numériques dans cet univers culturel spécifique, et d'analyser la socialisation culturelle à l'aune des expériences vécues par des lecteurs et lectrices nés dans les années 1970 et 1980. Avec Christine Détrez, j'ai mené une enquête collective sur la lecture de mangas à l'adolescence, qui montre comment les pratiques amateurs et les manières de lire, plus ou moins participatives ou savantes, sont façonnées par les sociabilités entre pairs et les héritages culturels familiaux.

Je me suis ensuite consacré à des recherches sur les pratiques culturelles enfantines et les socialisations familiales, en mettant davantage en lumière leurs effets sur la scène scolaire, afin de mieux comprendre la construction précoce des inégalités sociales face aux apprentissages, et l'incorporation de manières d'être et d'agir souvent naturalisées sous la forme de traits de caractère. J'ai étudié l'accompagnement culturel mis en œuvre par les parents et adelphe de jeunes adultes issus de familles nombreuses au fur et à mesure de l'agrandissement de leur famille, pour expliquer les différences de parcours scolaires. J'ai aussi participé à une enquête collective sur la constitution précoce des inégalités sociales, centrée sur des enfants scolarisés en grande section de maternelle. J'ai analysé de près les loisirs culturels et les pratiques langagières de ces enfants, en particulier les formes familiales d'humour et d'ironie, les jeux avec les mots. Ces pratiques quotidiennes, inégalement distribuées, permettent aux enfants de se familiariser avec les propriétés et les pouvoirs du langage. Je continue à explorer ces différents thèmes et questionnements.

Je voudrais conclure en soulignant la place importante de l'enseignement dans mon parcours, et mon attachement à toutes ces manières d'enseigner la sociologie, au lycée, en premier cycle, en licence professionnelle et en BUT.

Contact: olivier.vanhee@u-paris.fr



Liens n°1

Nouveaux membres



Liens n°2

Recherches collectives



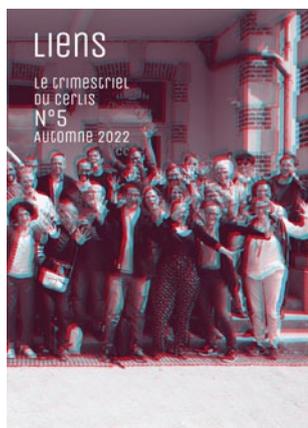
Liens n°3

Nouvelles doctorantes
et doctorants



Liens n°4

Docteurs et docteuses



Liens n°5

Annuaire du CERLIS



Liens n°6

Nouveaux membres



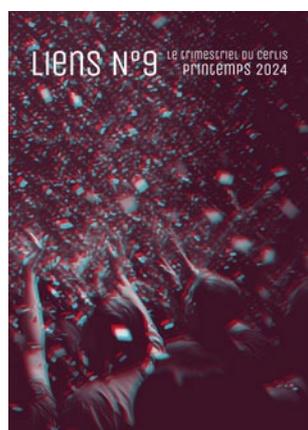
Liens n°7

Nouvelles doctorantes
et doctorants



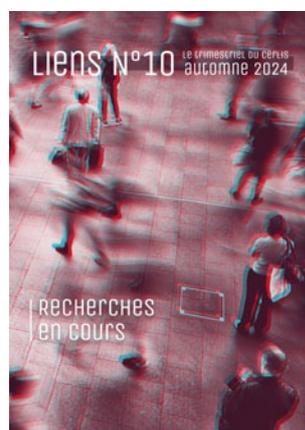
Liens n°8

Présentation du Cerlis



Liens n°9

Docteurs et docteuses



Liens n°10

Recherches en cours



cerlis
CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES LIENS SOCIAUX

45, rue des Saints-Pères
F-75270 Paris cedex 06
Tél. : +33 1 76 53 35 73
<https://www.cerlis.eu>



Université
Paris Cité



**Sorbonne
Nouvelle** 
université des cultures